



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N° 152 du 9 au 15 mai 2019

CEI
LA SOCIÉTÉ CIVILE
PROPOSE

BUDGET DE L'ÉTAT
VERS PLUS DE TRANSPARENCE

SAISON DES PLUIES
LA COMMUNE D'ATTÉCOUBÉ
SOUS PRESSION



INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES

L'ÉCHEC !

GRATUIT
Ne peut être vendu

Prise en 2013, la mesure d'interdiction, de la production, de l'importation, de la commercialisation, de la détention et de l'utilisation des sachets plastiques en Côte d'Ivoire, peine à s'imposer six ans après.



MTN Agriculture Le secret de ma réussite

Recevez des informations agricoles en temps réel sur votre téléphone

Vous êtes un agriculteur ou une coopérative agricole ? Vous souhaitez : connaître les prix du marché, savoir quels sont les meilleurs engrais et additifs pour vos cultures, être prévenu en cas de catastrophes écologiques ou climatiques ? MTN Agriculture est l'outil qu'il vous faut ! Grâce à de précieux conseils et astuces délivrés chaque jour sur votre mobile, votre activité n'aura jamais connu autant de succès. Faites des choix éclairés concernant vos cultures en vous appuyant sur des informations fiables livrées en temps réel et

vous pourrez enfin exploiter à 100% le potentiel de vos terres au fil des saisons, augmenter le rendement de vos cultures, vendre vos produits au meilleur prix. Souscrivez à MTN Agriculture dès maintenant et révolutionnez votre activité pour 249F/mois. Tapez *230*116# pour profiter de la rubrique «Agri Conseils» ou *230*124# pour la rubrique «Prix du marché».

Avec MTN Agriculture, la réussite vous tend les bras.



BUSINESS

MTNBusinessCI 21 00 00 00

ÉDITO

Bataille parlementaire

Après avoir boycotté l'élection du nouveau Président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro, les députés des partis d'opposition ont également boycotté celle des Vice-présidents du bureau de la représentation nationale. Pomme de discorde, le nombre de sièges par groupe parlementaire. L'opposition n'étant pas d'accord avec le partage proposé par Amadou Soumahoro, le groupe parlementaire RHDP compose désormais à lui seul le bureau de l'Assemblée nationale. Là où l'opposition dénonce un non-respect des lois érigeant cette institution, les députés du RHDP estiment plutôt que les textes sont appliqués au mieux. Il est vrai que l'institution en elle-même n'est pas en crise, mais après deux batailles en moins de deux mois, l'avenir du fonctionnement du Parlement et des débats parlementaires s'annonce sous de sombres horizons. Mais cela ne doit et ne peut en aucun cas distraire les députés de leur fonction. Celle de débattre des questions qui touchent les populations. Une chose que les parlementaires, plus occupés à défendre leurs partis politiques, semblent avoir oublié.

La bonne nouvelle est que, même dominé par le RHDP, le Parlement n'est plus monocouleur. Le peuple a donc le droit d'attendre de ses élus des débats sur de véritables sujets, qui le touchent directement. Et ce ne sont pas les sujets qui manquent. Il est attendu que représentation nationale ne se contente pas seulement d'expliquer les lois qu'elle adopte sur proposition sur gouvernement, mais d'avoir le courage de proposer et de défendre des projets de textes de lois inspirés des attentes des populations. Car, comme on le dit, les lois naissent du vécu des peuples. Les sons discordants au sein de cette institution doivent pouvoir être bénéfiques aux Ivoiriens, qui espèrent encore plus de démocratie et plus d'espace d'expression, car la consolidation de la démocratie passe avant tout par la prise en compte de leurs aspirations

OUAKALITIO OUATTARA

LE CHIFFRE

9 900

Le nombre de ménages installés dans l'emprise du projet du 4^e pont reliant Yopougon au Plateau, qui ont signé leur certificat de compensation.

ILS ONT DIT...

• « Vos succès spectaculaires sur les parcours de golf (Tiger Woods), votre triomphe sur l'adversité physique, votre volonté implacable de gagner, gagner, gagner. Ces qualités incarnent l'esprit américain, celui qui défie les limites et aspire toujours à la grandeur. », **Donald Trump**, président des États-Unis, le mardi 7 mai.

• « Si les familles se portent bien, la Côte d'Ivoire se portera mieux. Toute femme, quelle que soit sa fonction, est réconfortée par la présence d'un époux. Car la famille est le creuset de l'amour et le lieu où l'individu se sent en sécurité. », **Euphrasie Yao**, Conseillère spéciale du chef de l'État ivoirien, le lundi 6 mai.

• « La Côte d'Ivoire a mis en œuvre les recommandations qui ont été faites lors du 2^e cycle de l'Examen périodique universel et des mesures positives ont été prises pour renforcer les droits de l'homme. » **Aimée Zebeyoux**, Secrétaire d'Etat chargée des Droits de l'Homme le 7 mai.

UN JOUR UNE DATE

10 mai 2001 : Le parlement français vote une loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité.



Liverpool FC, s'est qualifié pour la finale de la C1 en battant, le mardi 7 mai, les Barcelonais sur le score de 4 buts à 0.



Hamid Melzi, le patron du club des Pins, surnommé le « Richelieu algérien », a été placé sous mandat de dépôt, le mardi 7 mai par la justice algérienne.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le secrétaire exécutif du PDCI a échangé le mardi 7 mai avec Laurent Gbagbo en Belgique en présence des proches de ce dernier.

INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES : L'ÉCHEC !

Prise en 2013, la mesure d'interdiction de la production, de l'importation, de la commercialisation, de la détention et de l'utilisation des sachets plastiques en Côte d'Ivoire peine à s'imposer. Malgré les campagnes de sensibilisation, les rues d'Abidjan continuent à être envahies d'emballages en polyéthylène. Une situation qui impacte gravement la pollution dans le pays. Zoom sur une pratique à la peau dure.

RAPHAËL TANOH

Des salles de classes faites en plastique recyclé ! Ce n'est pas une vision futuriste, mais le reluisant visage écologique qu'offre aujourd'hui l'Epp Gonzagueville. Ce n'est pas non plus un acte isolé, car 3 salles de classes du même type sont prévues à l'EPP Sakassou. Ce projet de l'UNICEF, selon Aboubacar Kampo, représentant de la structure, touchera également Divo. Au total, l'UNICEF prévoit 450 salles de classe faites en sachets plastiques recyclés. Pour M. Kampo, cette initiative « contribuera à accélérer la construction d'écoles en Côte d'Ivoire tout en contribuant à lutter contre la pollution plastique ». Avant de la fin de l'année 2019, Aboubacar Kampo annonce l'installation d'une usine de transformation de déchets plastiques en matériaux de construction en Côte d'Ivoire. Ces notes d'espoir contrastent, hélas, avec l'environnement actuel des déchets plastiques dans le pays.

Non, la Côte d'Ivoire ne les a pas encore vaincus. Et non, la situation ne porte pas encore à l'optimisme. Depuis mai 2013, date d'entrée en vigueur de la mesure d'interdiction de la production, de l'importation, de la commercialisation, de la détention et de l'utilisation des sachets plastiques en Côte d'Ivoire, c'est à un jeu de cache-cache que jouent les autorités et les producteurs. Dans les rues, au sein des gares, sur les étals des commerçants, à l'intérieur des boutiques, on continue de vendre de l'eau dans les sachets plastiques. Les emballages en polyéthylène sont autant utilisés par les femmes au

marché qu'avant. Les grandes surfaces ne sont pas en reste. Et les autorités semblent impuissantes.

Rien n'a changé Six ans après, le paysage est identique à celui qui prévalait avant la mise en œuvre de la mesure. D'où proviennent ces sachets plastiques ? Mystère et boule de gomme ! « Aujourd'hui, vous allez dans les cérémonies officielles, où se trouvent des membres du gouvernement, vous trouverez de l'eau dans des sachets en plastique qu'on distribue aux invités », se désole Ben N'Faly Soumahoro, Président de la Fédération ivoirienne des consommateurs le Réveil (FICR). Et M. Soumahoro de soupiner : « c'est un échec ». Il n'est pas le seul à être déçu. « Allez au marché, vous verrez que les femmes continuent d'emballer leurs marchandises dans des sachets plastiques. Regardez dans les poubelles, la première chose que vous verrez ce sont

Le bilan concernant la lutte contre les sachets plastiques n'a pas encore été fait. Il est difficile de dire si oui ou non la mesure d'interdiction est respectée.

les sachets plastiques », dépeint Boto Jean Roger, adjoint au maire de Treichville, chargé des questions de salubrité. Le principal obstacle à cette politique d'interdiction des sachets plastiques, selon M. Soumahoro, c'est le laxisme. « On sait tous d'où proviennent ces sachets plastiques. La Côte d'Ivoire n'importe pas de sachets plastiques. Ils sont produits ici et vendus au nez et à la barbe de tous », signale le Président de la FICR. En termes d'actions, les autorités ont plus mis l'accent



Malgré leur interdiction, les sachets plastiques d'alimenter les tas d'immondices.

sur la sensibilisation pendant les trois premières années. Comme pour chaque mesure prise, il fallait faire passer le message. Sauf que celui-ci met du temps à être compris. Ou, du moins, on feint de ne pas l'entendre. Une situation qui a conduit à une phase de répression. Selon des sources au

laquelle le département travaille, est au cœur de cette politique. Mais les responsables d'entreprises ont des contraintes. L'UGECI exige, par exemple, la signature d'autorisations exceptionnelles d'utilisation ou de production de sachets plastiques pour les entreprises ayant justifié leur

sein du ministère des Mines et de l'industrie, ce sont près de 90 000 sachets plastiques et de nombreuses machines qui ont été saisis depuis. De nombreuses entreprises de fabrication de sachets plastiques ont fait l'objet d'inspections et de sanctions, ajoutent nos informateurs.

Contraintes Des commerçants du secteur des sachets plastiques ont également été réprimés. L'Union des grandes entreprises industrielles de Côte d'Ivoire (UGECI), avec

demande ou un plan de reconversion accompagné d'un plan de protection environnementale. Toutefois, le principal problème est les alternatives et emballages réutilisables qui doivent accompagner la disparition des sachets plastiques. L'indisponibilité de ces produits de substitution est un véritable frein à la mise en œuvre de l'interdiction. « Si vous allez à la boutique ou au marché et qu'il n'y a rien d'autre dans quoi emballer les produits achetés, vous risquez de changer de vendeur », note le Directeur gé-

duisent plus de sachets plastiques, à part des sachets biodégradables, Ben N'Faly Soumahoro rétorque que les autorités en charge de ce dossier savent bien d'où proviennent les sachets mais restent impuissantes.

Mesures « Nous ne parlerons pas de volonté politique, mais plutôt de situer les responsabilités. Il faut qu'on nous dise qui doit faire quoi dans cette équation. L'État a pris une mesure, mais sur le terrain c'est le contraire qui se passe. Ce qui signifie que, quelque part, quelqu'un ne joue pas son rôle », interpelle Jean Roger Boto. Au ministère de la Salubrité, de l'environnement et du développement durable, on ne baisse pas les bras. Cheville ouvrière de la politique de transformation des déchets plastiques, et surtout de la lutte contre la pollution, le département d'Anne-Désirée Ouloto se prépare à lancer une grande offensive dans le secteur. Pour la ministre, ce sont 200 000 tonnes de sachets plastiques qui sont produites chaque année en Côte d'Ivoire. Un gros souci. D'autant que la plus grande partie de ces déchets est abandonnée dans la nature, les rues et les ouvrages d'assainissement. « Il n'y a pas encore eu d'action de terrain. Le bilan concernant la lutte contre les sachets plastiques n'a pas encore été fait. Il est difficile de dire si oui ou non la mesure d'interdiction est respectée. Mais la ministre se prépare cette année à mener des actions d'envergure sur le terrain », note un membre du cabinet d'Anne-Désirée Ouloto. Consciente de l'ampleur de la tâche, Madame Ouloto compte sur l'implication des partenaires techniques et financiers, des ONG et de la société civile pour venir à bout des sachets plastiques dans les rues. Mais le problème est avant tout transversal. Avec le ministère des Mines et de l'industrie et celui de l'Intérieur et de la sécurité, il s'agit d'être impitoyables, tout en proposant des solutions de rechange viables. ■

3 QUESTIONS À



JEAN ROGER BOTO

Adjoint au maire de Treichville, chargé des questions de salubrité urbaine

1 Prise en 2013, la mesure d'interdiction des sachets plastiques est-elle suivie ?

Depuis la prise de la mesure d'interdiction des sachets plastiques, vous le constatez comme moi, elle n'est pas suivie. Il suffit de vous rendre au marché ou dans une boutique pour le constater. À ce niveau, il y a des efforts à faire.

2 Où se situe le problème ?

Au niveau de Treichville, par exemple, nous avons mis en place une plateforme dans laquelle le volet sachets plastiques a été attribué à des gens bien déterminés. Vous verrez qu'en termes de salubrité la commune n'est pas jonchée de sachets plastiques. Nous disons qu'il faut situer les responsabilités dans cette politique d'interdiction des sachets plastiques. Il faut dire aux Ivoiriens qui fait quoi et où se trouve le problème. Ce n'est que comme cela qu'on parviendra à avancer.

3 Que faut-il faire, à votre avis, pour que les Ivoiriens arrêtent de produire les sachets plastiques ?

Il faut appliquer la loi. En termes de sanction, il faut sanctionner ceux qui continuent de produire ou d'utiliser ces emballages plastiques. Nous disons qu'il faut sensibiliser, certes, mais la répression doit également suivre à chaque fois que le besoin s'en fera sentir.

Repères

Entrée en vigueur du décret : **Mai 2013.**

Sachets plastiques produits chaque année en Côte d'Ivoire : **200 000 tonnes.**

Machine saisie : plus de **90 000.**

L'UNICEF prévoit : **450** salles de classe faites en sachets plastiques recyclés.

néral de la Fédération nationale des acteurs du commerce de Côte d'Ivoire (FENACACI), Karim Sanogo, qui ne veut pas en dire plus sans l'aval de son Président, Soumahoro Karikou, maire de la commune d'Adjamé. Preuve que la question est sensible au sein de la FENACACI. Pour Jean-Louis Menudier, Président de l'UGECI, il faut vulgariser les alternatives et emballages réutilisables. Il faut aussi procéder

DÉCHETS PLASTIQUES : LES BONS ÉLÈVES AFRICAINS

Faire face aux déchets plastiques est devenu le souci des pays africains. Mais d'un pays à un autre, chacun a sa façon de gérer le problème.

RAPHAËL TANOÛ



Les autorités rwandaises sont un exemple en matière de lutte contre les sachets plastiques.

Depuis 2004, le Rwanda a strictement interdit la production, l'importation et l'utilisation de sacs en polyéthylène. Bien décidé à devenir le Singapour de l'Afrique, le pays aux mille collines a été l'un des premiers au monde à bannir cette monstruosité qui pollue les paysages, l'air, les rivières et les océans. Seuls les sacs en plastique très épais, réutilisables durant plusieurs années, sont tolérés. Les douaniers traquent inlassablement les importations en

contrebande de la République démocratique du Congo voisine. Des policiers font des descentes chez les petits commerçants pour sanctionner les récalcitrants et les contrevenants risquent des amendes de plusieurs centaines de dollars, voire des fermetures pures et simples. Les coupables doivent ensuite rédiger une lettre d'excuses publiques s'ils veulent que leur entreprise soit rouverte. Quant aux condamnés, ils risquent carrément jusqu'à six mois de prison ferme.

Fermeté Derrière cette politique ferme et impitoyable contre les sachets plastiques, il y a bien sûr, le Président de la République, Paul Kagame. L'homme fort de Kigali est très à cheval sur l'application de cette mesure. Dans l'avion, les hôtesses de l'air informent les passagers qu'il est interdit d'utiliser les sachets plastiques dans le pays. Autre pays qui a fait des avancées dans la lutte contre les sachets plastiques, le Ghana. Le pays a plutôt misé sur le recyclage. Une coalition d'institu-

tions du secteur privé, conduite par l'entreprise Fan Milk Ghana, dénommée Pick It, a pris en compte la gestion des déchets plastiques, en recrutant des Ghanéens. Par ce projet innovant, démarré en août 2017, les initiateurs entendent accroître de manière exponentielle le taux de collecte des déchets plastiques au Ghana, tout en améliorant les conditions de vie des collecteurs.

Déjà 300 personnes ont été recrutées et regroupées en coopératives. C'est à domicile, dans les gares, les marchés et les usines qu'elles collectent désormais les films plastiques, les sachets, les bouteilles et autres. À ces deux pays l'on peut ajouter le Kenya. Là aussi on mise sur le recyclage. À défaut d'empêcher la production de sachets plastiques, c'est la technique la plus utilisée. Et le Kenya a symbolisé longtemps cette lutte.

Un boutre traditionnel fait entièrement de déchets et de caquettes part en expédition le long de la côte kényane pour sensibiliser sur les effets néfastes des déchets plastiques. Avec sa voile triangulaire caractéristique, ce bateau ayant entrepris une expédition le long des côtes est-africaines a été construit grâce à des déchets plastiques ramassés notamment sur des plages kényanes. ■

LE DÉBAT

Les ménages ivoiriens peuvent-ils se passer des sachets plastiques ?



N'DEYE KEBE
ÉTUDIANTE

Les ménages ivoiriens peuvent se passer des sachets plastiques. Je pense que si les ivoiriens même ont la volonté et ont envie d'avoir un pays propre à l'horizon 2020 comme ils le disent, ils pourront faire pression sur eux-mêmes et essayer de rayer les sachets plastiques de leur quotidien et se tourner vers les biodégradables. Tout est une question de bonnes volontés. De plus, les sachets et sacs biodégradables sont plus esthétiques et ils sont réutilisables autant de fois et parfois plus solide. Aussi ils permettent à nos villes d'être propres et surtout sont moins polluant, ne dégradent pas l'environnement et même usés, ils ne présentent pas de risque pouvant créer des inondations.

← POUR

CONTRE →

KOFFI KOUAMÉ DANIEL
ÉTUDIANT



Les ménages ivoiriens de par la psychologie de l'habitude ne peuvent se passer de l'utilisation des sachets plastiques qui coûtent moins chers et demeure accessible partout. En cela, les sachets se présentent d'une utilité spontanée qui exclut toute méfiance systématique des ménages. Et ce, d'autant plus que les sachets sont devenu presque incontournable dans les usages quotidiens. Les ménages ne peuvent faire fi des sachets plastiques eu égard à un manque de sensibilisation poussée sur cette problématique. Ils utilisent cela pour presque pour tout leur besoin. Les commerçants, artisans, même les boulangeries de fortune s'y mettent car ils n'ont pas d'autre alternative. Même quand ils en ont, cela est parfois hors de budget pour les petits ménages.



MTN PERFECTIS

Des forfaits parfaits pour mon entreprise

- ✓ Des Bonus VOIX et SMS pour des communications continues
- ✓ Des Bonus Data pour rester toujours connecté
- ✓ Des appels gratuits
- ✓ 1 téléphone offert et renouvelable chaque année

Et encore plus d'avantages à découvrir en appelant notre Service Clients.

www.mtnbusiness.ci @ businesssales.ci@mtn.com MTNBusinessCI 21 00 00 00

MTN

BUSINESS

Vous avez
le Pouvoir de réussir

ABRAHAM YAUROBAT : « LA CEI DOIT REVENIR À LA SOCIÉTÉ CIVILE »

Démarré le 21 janvier, le dialogue autour de l'avenir de la Commission électorale se poursuivra durant le mois de mai. Abraham Denis Yaurobat, Président du Groupe de plaidoyer et d'actions pour une transparence électorale (GPATE), fait le point des avancées.

OUAKALTIO OUATTARA



Abraham Denis Yaurobat souhaite que la CEI soit confiée à la société civile.

Où en sommes-nous avec la réforme électorale ?

Le Président a décidé de mettre la Côte d'Ivoire en adéquation avec ce que nous avons appelé l'État de droit en acceptant de réformer la Commission élec-

torale indépendante. Cela est à saluer. Les discussions ont commencé le 21 janvier dernier. La société civile a été reçue le 24 janvier et le 28 mars et nous avons une autre rencontre ce jeudi 9 mai pour harmoniser les

positions. Il s'agit de faire en sorte que nous ayons un organe électoral qui joue son rôle d'arbitre. Et nous travaillons à ce que notre pays compte parmi ceux qui renforcent l'État de droit par l'application des décisions des juridictions africaines.

Allons-nous vers une réforme ou une recombinaison de la commission ?

N'entrons pas dans des questions de terminologie. La Cour africaine a rendu un verdict dans lequel elle demande à la Côte d'Ivoire de modifier sa loi sur la commission électorale pour la rendre conforme à ses engagements. Cela est suffisant pour nous. Qu'il s'agisse de réforme ou de recombinaison, ce qui est certain, c'est que les questions d'indépendance et d'impartialité ont été largement abordées dans cet arrêt. C'est l'un des impératifs mis à la charge de l'État de Côte d'Ivoire.

Les débats ont-ils avancé depuis les premiers contacts ?

Oui, les débats ont bien avancé et plusieurs acteurs sont d'accord avec la gestion de l'organe électoral par des personnalités qui ne soient pas politiquement marquées. Notamment des personnalités de la société civile, des personnes qui ont fait leurs preuves à travers leur expérience. ■

Quel modèle pour un organe électoral à l'ivoirienne ?

Il y en a plusieurs. Mais parlons de ceux qui sont les plus connus. Il y a les commissions politiques et celles professionnelles et techniques. Nous

EN BREF

AHOUSSOU JEANNOT EN EAU TROUBLE ?

Que faisait le président du sénat Jeannot Ahoussou Kouadio le mardi 7 mai à l'hôtel ivoire à quelques minutes du début de la réunion du conseil politique du RHDP ? Il n'y était pas par hasard de calendrier. Selon certaines sources, ce dernier a échangé avec le Président Alassane Ouattara et avec Amadou Gon Coulibaly avant de quitter les lieux. Tout en exprimant sa préférence pour le PDCI, il souhaite maintenir ses rapports avec le président du RHDP. Sauf que des sources l'annoncent pour bientôt au RHDP à l'instar de plusieurs cadres du PDCI.

LE RHDP POURSUIT LA MISE EN PLACE DE SES ORGANES

Après la première réunion du conseil politique, le RHDP compte mettre en place courant mai, tous ces organes. Il s'agit du conseil national, du bureau politique et du directeur. De source proche de ce parti, ces différentes instances pourraient être dirigées par Daniel Kablan Duncan, Amadou Gon Coulibaly et Albert Mabri Toikeusse. À l'image du conseil politique, ces organes devraient compter une centaine de cadres notamment des maires, des députés et des sénateurs. ■



LACINÉ KONÉ

Comeback au RHDP

Il compte parmi ceux qui ont contribué à installer le RDR. Après avoir pris quelque recul ces dernières années, il rebondit au Conseil politique du RHDP et compte jouer un rôle important dans l'élargissement des bases du parti au pouvoir.

OUAKALTIO OUATTARA

Quelque peu imprévisible, Lacina Koné dit Cardozi (Pseudonyme que lui a attribué l'un de ses amis européens), était très peu attendu au Conseil politique du Rassemblement des houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP). Et pour cause, ce membre fondateur du Rassemblement des républicains (RDR) était soupçonné d'être un proche de Guillaume Soro.

Le comeback Pour ces proches, son nom rime avec le combat du RDR depuis sa création à Ferké en 1994, car il fut le premier cadre de cette ville à adhérer à ce parti. Devenant ainsi le Secrétaire départemental de la région du Tchologo, avec sous sa coupole les villes de Ferké, de Ouangolo et de Kong, jusqu'en 2013. Cette prise de position est à la base de la perte de son poste de Directeur général de la défunte boulangerie Centrages, où il avait pour comptable l'actuel ministre du Logement, Bruno Nabagné Koné, rappelle l'un des proches de ce dernier. Cela n'entachera en rien la détermination de celui qui deviendra maire de la commune de Ferké de 1996 à 2013, avant de se faire élire Président du Conseil régional du Tchologo de 2013 à 2018. Mais l'aventure tournera court. En 2018, la direction du parti refuse de lui renouveler sa confiance et lui préfère Ibrahim Téné Ouattara (IBO). Lacina Koné Cardozi encaisse le coup et hésite à se présenter en candidat indépendant, avant de plier l'échine face à la candidature d'IBO, cadet du Président Alassane Ouattara. « Il fallait préserver le climat de paix dans cette région. Et Cardozi a accepté d'en être le sacrifié », confie l'un de ses proches. Même s'il conserve le poste de Président du Conseil d'administration de l'Agence nationale des services universels de télécommunications (ANSUT), il estime quelque part avoir été mal récompensé pour un parti auquel il aura tout donné. Il se rapproche ainsi de Guillaume Soro, alors fraîchement débarqué de la présidence de l'Assemblée nationale, et participe aux premiers meetings de ce dernier avant de faire son comeback. « Quand on a été au départ d'une structure comme le RDR, qui aujourd'hui se trouve au centre de la création du RHDP, on ne peut être que très heureux d'être coopté pour être membre du Conseil politique de ce parti », confie-t-il, refusant tout commentaire sur ses accointances avec Guillaume Soro. Il en a profité pour se rapprocher de IBO, avec lequel il compte désormais marcher main dans la main dans une région où la bataille politique de 2020 pourrait être rude. ■

Coalition Le PDCI mise sur toutes les cartes

Handicapé par le départ de plusieurs de ses cadres, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire veut pouvoir miser sur toute l'opposition pour son retour au pouvoir. Malgré son alliance avec le Front populaire ivoirien (FPI), conduit par Pascal Affi N'Guessan, Henri Konan Bédié multiplie les appels du pied au camp Laurent Gbagbo. « Il s'agit pour le PDCI de

prendre la tête de l'opposition et de réunir autour de lui tous les bords », confie un cadre du parti, qui espère que la récente visite de cadres du PDCI à Laurent Gbagbo en Belgique pourra être capitalisée. Du côté de son principal allié, Affi N'Guessan, au sein de la coalition des partis de l'opposition, on voit ce rapprochement d'un mauvais œil. Même si, pour se donner

des espoirs, ce dernier assure ses proches d'être toujours en contact avec Laurent Gbagbo, certains d'entre eux s'expliquent difficilement l'attitude de l'ex président, qui refuse de recevoir son ex Premier ministre mais ouvre les bras à ses opposants d'hier. Pour le PDCI, la participation de tous les bords à ses côtés pour la reconquête du pouvoir ne peut se faire sans un grand

rassemblement et surtout sans les « Gbagbo ou rien ». D'autant plus que l'aile Affi N'Guessan ne pèse pas véritablement sur l'échiquier national. « Nous espérons avoir les deux tendances du FPI auprès de nous pour la reconquête du pouvoir. Nous sommes à un stade où il faut dépasser certaines choses pour l'intérêt commun », explique un proche de Bédié. ■

OUAKALTIO OUATTARA

www.jdo.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

Tous les jeudis

7^{er} HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

MARC GNAORÉ : « NOUS POUVONS CONTRÔLER LES GOUVERNANTS »

En vue d'améliorer la gouvernance, de renforcer l'efficacité de l'action publique et de se mettre aux standards internationaux, la Côte d'Ivoire a élaboré son premier budget citoyen en 2019. Marc Gnaoré, Directeur exécutif de l'ONG « Agir pour démocratie, la justice et la liberté en Côte d'Ivoire », nous donne plus d'informations sur ce nouvel outil.

OUAKALTIO OUATTARA

Qu'entend-on par budget citoyen ?

Le budget citoyen est un document qui traduit de façon synthétique et dans un langage accessible à toutes les couches l'information budgétaire. Il synthétise l'annexe fiscale. Il est bon de rappeler que l'élaboration du budget citoyen est un engagement du Plan d'action national (PAN 1) du Partenariat pour le gouvernement ouvert (PGO). Il permet ainsi à tous les citoyens d'avoir des informations sur le budget de l'État. Il est disponible depuis le 9 avril, tant en version physique qu'en version numérique. Notre pays s'est engagé dans l'amélioration de la gouvernance.

Et cela passe par la participation citoyenne de la population. Cette participation a pour fondement l'accès à l'information. Il s'agit ici de mettre les informations à la disposition des populations, mais des informations faciles à comprendre. Cela permet d'améliorer leur participation et cela renforce la transparence dans la gestion des biens publics, à travers le suivi de la mise en œuvre de ce budget. Élaboré ainsi, il permet au citoyen de suivre et de contrôler l'action gouvernementale.

Marc Gnaoré et son ONG milite en faveur de plus de transparence autour du budget de l'État.

Qu'est ce qui change désormais ?

C'est la simplification des termes du budget. Le budget de coutume est un document technique non accessible à la compréhension de tous. Il est désormais traduit en des termes simplifiés depuis sa conception, son élaboration et sa mise en œuvre. Tout cela a été simplifié afin de permettre à tous les citoyens de le comprendre. Toutes les terminologies techniques, notamment les termes « déficit, équilibré en dépenses et en recettes », ont été revus. Il permet enfin à la Côte d'Ivoire d'améliorer son rang sur l'indice du budget ouvert, d'une

part, et d'autre part d'améliorer la transparence dans la gestion de la chose publique.

Les populations pourront-elles véritablement ainsi contrôler l'action des gouvernants ?

La Constitution donne la possibilité aux citoyens de contrôler l'action publique. Il appartient désormais aux populations de se l'approprier afin de savoir où des investissements ont été faits. En cas de manquements, elles peuvent saisir l'Observatoire des services publics pour en savoir plus et l'administration aura l'obligation de leur donner des explications. ■

EN BREF

BAD : RENDEZ-VOUS À MALAMBO

La 54e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD) et la 45e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds africain de développement (FAD), guichet concessionnel du Groupe de la Banque, se tiendront du 11 au 14 juin prochain à Malabo, Guinée-équatoriale. Il s'agit de l'événement le plus important du Groupe de la Banque, qui rassemble chaque année, quelque 3 000 délégués, comprenant des ministres africains de l'économie, des finances et du plan, des décideurs politiques, des acteurs du secteur privé, de la société civile, des groupes de réflexion, des représentants du monde universitaire, ainsi que les médias qui débattent sur les questions clés relatives au développement de l'Afrique. Ces derniers se réuniront autour du thème « l'intégration régionale pour la prospérité économique de l'Afrique. » A cette occasion, la Banque présentera aussi sa publication phare sur les « Perspectives économiques 2019 pour l'Afrique », sortie en janvier dernier. ■

Sucre Production et prix en hausse

Avec deux sociétés nationales de production, à savoir la SUCAF et SUCRIVOIRE, l'offre nationale couvre 83 % de la consommation ivoirienne de sucre, la demande nationale étant estimée à 240 000 tonnes (t) par an. Paradoxalement, le prix du kilogramme de sucre connaît pourtant une tendance haussière. Entre 2014 et 2019, le prix du kilogramme de sucre est passé de 600 francs CFA à 850

francs CFA, avec parfois des pics allant jusqu'à 900 francs par endroits en période de grande consommation, notamment lors du mois de Ramadan musulman. Pour ce début de mois de carême, on note un bon approvisionnement, avec des stocks disponibles de l'ordre de 80 000 tonnes. Ce qui est jugé satisfaisant pour couvrir la demande du mois de mai. La production nationale ne comblant pas les besoins

nationaux, la Côte d'Ivoire envisage d'augmenter sa capacité de production d'ici à 2023, en vue de satisfaire la demande. La SUCAF compte pour sa part produire environ 125 000 tonnes de sucre d'ici 2023, soit une hausse d'environ 25 000 tonnes par rapport au résultat de la campagne 2018 - 2019 (100 479 t).

Dans le cadre de l'amélioration de ses performances, la

compagnie avait notamment indiqué en février 2018 qu'elle investirait une enveloppe de 84 milliards de francs CFA dans la filière sucrière ivoirienne. Filiale du groupe agroalimentaire français SOMDIAA, elle possède des usines d'une capacité cumulée de production de 105 000 tonnes de sucre et une plantation de canne à sucre d'environ 14 600 hectares. ■

O. O.

Wilfried Adingra Faire investir la diaspora africaine

Jeune ivoirien âgé de 29 ans, Wilfried Adingra est le créateur de la première plateforme panafricaine de création de richesses et de financement des entreprises et des startups locales par la diaspora.

MARIE-BRIGITTE KOMONDI

Passionné d'informatique et de finance, Wilfried Adingra a fait un double cursus après son baccalauréat. Il lui a permis d'obtenir une licence en génie logiciel et une licence en économie. Par la suite, plusieurs certificats et diplômes en management, marketing, business développement, etc, s'y sont ajoutés.

Entrepreneur à 17 ans « Je me suis lancé dans l'entrepreneuriat très tôt, à 17 ans, avec Jean Pierre N'Dzoundou, un Belgo-congolais qui m'a pris sous son aile de coach lorsqu'il lançait un vaste projet ici en Côte d'Ivoire. Après lui, le premier projet concret pour lequel je me suis engagé était celui de mon aîné, en 2009, où j'ai exercé en tant que trader. Ensuite, j'ai ouvert une boîte d'informatique un an après, qui n'a duré que 8 mois »

raconte-t-il. En novembre 2011, il reçoit un financement de 10 000 dollars d'une institution internationale qui lui permet de démarrer une autre entreprise informatique, GIOTIC Group. En 2015, Wilfried ferme cette boîte pour lancer enfin le projet qui lui tenait à cœur. Ainsi naît LUMEN Corporation. Un an après, il lance sa plateforme Diaspo 4 Africa, la première plateforme panafricaine de création de richesses et de financement des entreprises et des startups locales par la diaspora.

« Cette plateforme permet à la jeunesse de la diaspora qui veut investir sur le continent de le faire ». Sa riche et jeune expérience, il la doit également à son passage au Fonds mondial - Côte d'Ivoire, où il a travaillé en 2013 comme data manager pour trois centres de santé



Wilfried Adingra veut être une porte d'entrée pour la diaspora africaine.

urbains. Une fois le contrat à terme, en 2014, il n'a pas voulu le renouveler, car ses ambitions étaient au-delà de ce que ces employeurs pouvaient imaginer.

Avançant tout doucement mais sûrement avec une équipe de jeunes, Wilfried tient son leadership de sa « foi en Dieu et de son éducation », aime-t-il dire. ■

REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE
le Digital évolue, Nous aussi...

Publicité en ligne
Création graphique
Articles sponsorisés

Publi reportage
Communiqué
Campagne Multicanal

News, Actualités
Appel d'offres
Vidéos

Cocody - Rue Lycée Technique - 198 Logements, Immeuble N° 2, 1er étage, Appt 887
Téléphone : + 225 22 44 44 48 | 17 BP 421 Abidjan 17 - Côte d'Ivoire | E-mail : ci@educarriere.net



SALIF COULIBALY: « NOUS SOMMES SINISTRÉS »

Les Ivoiriens sont en plein dans la saison des pluies. Dans certains quartiers, comme Attécoubé, c'est l'heure des grandes craintes.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR RAPHAËL TANOHO



Pour Salif Coulibaly, la commune d'Attécoubé est la plus sinistrée en saison des pluies.

Attécoubé est la commune la plus touchée par les glissements de terrain. Que fait la mairie pour aider les populations installées dans les zones sinistrées ?

La mairie mène beaucoup d'actions. Par exemple, le maire a entrepris une campagne de sensibilisation pour amener les personnes vivant dans les zones dangereuses à quitter ces lieux au plus vite. Cela a été suivi d'une campagne de déguerpissement, parce que les gens n'obéissaient pas. Partout où il y a eu des morts à Attécoubé, nous nous sommes rendus sur les lieux pour obliger les occupants à quitter les sites dangereux.

Quelles sont les zones dangereuses dans la commune ?
C'est généralement sur l'autre rive lagunaire, entre la commune de Yopougon et la lagune. Nous procédons à la destruction des habitations situées dans ces zones dange-

Partout où il y a eu des morts à Attécoubé, nous avons obligé les occupants à quitter les sites dangereux.

reuses. Boribana également fait partie des zones critiques. Si je ne parle pas de Mossikro, c'est parce que dans ce quartier les jeunes se sont organisés. Avec notre aide ils ont réussi à leur niveau à faire dégager les zones jugées dangereuses et à faire en sorte que personne

ne s'y installe. Le problème qui se pose à tous ici c'est le suivi. Les zones dégagées doivent être valorisées, par exemple. On peut y planter des arbres ou du gazon. Mais, quand ce n'est pas fait, les populations déguerpies reviennent toujours s'installer.

Avez-vous prévu de dédommager ces personnes ?

Elles ont été dédommagées. Tout le long de l'autoroute de la paix, l'État a dédommagé les personnes qui se trouvaient là. De même que celles qui habitent à la « Cité administrative d'Attécoubé » et qui ont aussi été dédommagées. Mais elles sont revenues. Pareil à Agban Attié.

Pourquoi la commune enregistre-t-elle des morts presque chaque année ?

C'est parce qu'Attécoubé a été bâtie sur une zone accidentée. Mais c'est notre commune et nous ne pouvons aller ailleurs.

Les zones dégagées doivent être valorisées. Aujourd'hui, certains sont encore installés, malheureusement en hauteur. Les lotissements n'ont pas été approuvés, mais les gens sont installés là. Il faut les faire déguerpir et nous avons besoin d'aide pour le faire. ■

EN BREF

DROIT DE L'HOMME : AIMÉE ZÉBÉYOUX PRÉSENTE LES AVANCÉES DE LA CÔTE D'IVOIRE À GENÈVE

La Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la justice, chargée des Droits de l'Homme, Aimée Zébeyoux, a présenté, le mardi 7 mai, à Genève (Suisse), un rapport national à l'Examen périodique universel (EPU). Les efforts du gouvernement en matière de promotion des Droits humains à travers plusieurs réformes et politiques allant de la santé aux réformes judiciaires en passant par le changement constitutionnel ont été présentés à cette tribune. La réconciliation nationale et la cohésion sociale avec la création d'un ministère en charge de la solidarité, la réparation dans le cadre des crises, ont été citées par Mme Zébeyoux.

EDUCATION NATIONALE : LE SALAIRE DES 10 300 ENSEIGNANTS RECRUTÉS DÉVOILÉ

Relativement au recrutement des 10 300 enseignants pour le primaire et le secondaire dont le niveau BEPC pour le primaire, le directeur de cabinet de la ministre de l'éducation nationale, Kabran Assoumou a indiqué, le mardi 7 mai, que le recrutement de ces personnes a tenu compte du niveau de salaire qu'ils percevront. Ainsi, pour chaque recruté dans la catégorie des instituteurs adjoints, le pécule sera de 100 000 franc CFA, 125 000 pour les enseignants du collègue et 150 000 pour ceux du lycée. Car, souligne-t-il, cette mesure est un réinvestissement humain. Outre, Kabran Assoumou invité du SERCOM au Centre national de matériels scientifique Cocody, a mentionné que les enseignants qui viendront en tant que des « aventuriers » seront immédiatement sortis du processus pour laisser la place à ceux qui veulent faire du sérieux. ■

ITALIE : LE RETOUR DU « CAVALIERE »

Silvio Berlusconi, l'ancien chef du gouvernement italien, a quitté le lundi 6 mai l'hôpital milanais où il avait subi une opération pour une occlusion intestinale, se disant prêt à poursuivre sa campagne pour les élections européennes du 26 mai.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Silvio Berlusconi, 82 ans, ne compte pas prendre sa retraite de sitôt.

« Je vais bien, j'ai eu très peur », a déclaré souriant le milliardaire de 82 ans aux journalistes en quittant l'hôpital San Raffaele de Milan, où il avait été admis et opéré le 30 avril.

« Beaucoup de choses se sont passées récemment qui m'ont fait penser que j'avais atteint la ligne d'arrivée, mais en fait je me suis incroyablement bien rétabli », a-t-il ajouté, annonçant qu'il continuerait à mener la campagne de son parti, Forza Italia (FI, droite). À nouveau tête de liste, après plusieurs années d'inéligibilité à la suite d'une condamnation pour fraude fiscale,

l'éternel revenant de la politique italienne a précisé qu'il se limiterait à des interventions dans les médias, s'abstenant de participer à des réunions publiques.

L'exercice est délicat face aux deux poids lourds du gouvernement populiste, la Ligue (extrême droite) et le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème) : Silvio Berlusconi se présente en rempart contre « l'amateurisme » du M5S tout en cherchant à préserver ses liens historiques avec la Ligue. Le chef de la Ligue, Matteo Salvini, a créé la polémique en Italie en s'adressant à ses partisans depuis un balcon de la ville

Libye Sarraj en quête de soutiens

Fayez al-Sarraj, le chef du gouvernement libyen d'union nationale (GNA), a entamé mardi une tournée des principales capitales européennes, dont Paris, Berlin et Rome, pour y « réunir des soutiens contre l'agression » du maréchal Khalifa Haftar.

Le Premier ministre libyen, reconnu par la communauté internationale, a rencontré le mardi 7 mai le Chef du gouvernement italien, Giuseppe Conte, puis la Chancelière allemande, Angela Merkel, à Berlin, et enfin le Président français, Emmanuel Macron, le lendemain à Paris. Une visite en Grande-Bretagne est également envisagée.

Cette tournée intervient alors que le Président de la Commission de l'Union africaine, Mous-

sa Faki, et le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ont lancé un nouvel appel à un cessez-le-feu en Libye. « Il n'y a pas de solution militaire dans un conflit de cette nature », a déclaré lundi Moussa Faki lors d'un point de presse à l'ONU avec Antonio Guterres.

« Il faut absolument que les parties libyennes acceptent la cessation des hostilités et de se retrouver autour d'une table pour un règlement pacifique et politique de cette crise », a-t-il ajouté. L'appel au cessez-le-feu inclut un « arrêt de l'offensive » militaire de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar, a précisé Antonio Guterres. ■

de Forli d'où Mussolini avait regardé l'exécution de ses opposants dans les années 20.

Revenu de loin

Le 30 avril, l'homme d'affaires avait été hospitalisé en urgence pour des douleurs abdominales aiguës évoquant une crise de colites néphrétiques. Un scanner avait finalement mis en évidence une occlusion de l'intestin grêle et l'intervention a révélé qu'elle était liée à une ablation de la vésicule biliaire réalisée il y a 40 ans, selon des sources proches de FI. Il y a trois ans, Silvio Berlusconi avait subi une opération à cœur ouvert dans le même hôpital. Le magnat des médias, qui avait dû abandonner son poste de chef du gouvernement en 2011, puis celui de sénateur en 2013, dirige toujours Forza Italia et sa holding familiale Fininvest, qui contrôle Mediaset, le plus grand groupe de médias privés italien.

Grand habitué des tribunaux, Silvio Berlusconi est toujours poursuivi dans plusieurs affaires, dont des accusations de subornation de témoins dans le cadre du « Rubygate » et de ses fameuses soirées « bunga-bunga ». ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

SYRIE : OFFENSIVE DANS LE NORD

Dernier grand bastion contrôlé par les djihadistes dans le nord-ouest de la Syrie, la province d'Idlib était la cible d'attaques importantes de l'armée syrienne et de ses alliés russes le mardi 7 mai, au lendemain de combats déjà intenses. Au moins 53 combattants ont été tués dans ces affrontements entre les troupes loyalistes et les djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham (HTS, organisation formée par l'ex-branche d'Al-Qaida) qui fragilisent l'accord de cessez-le-feu et obligent les civils à quitter leurs foyers. Ces violences sont parmi les plus meurtrières depuis que Moscou, allié du régime, et Ankara, parrain de certains groupes rebelles, ont dévoilé en septembre 2018 un accord sur une « zone démilitarisée » qui devait séparer les territoires insurgés des zones gouvernementales et garantir un arrêt des hostilités. Cette initiative avait permis d'éviter une offensive d'envergure. Avec la recrudescence des hostilités, plus de 152 000 personnes ont été déplacées depuis une semaine dans les régions d'Idlib et d'Alep, selon les Nations unies. Lundi, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a réclamé une « désescalade urgente ». ■

B.S.H

F. M.

ÉCHOS DES RÉGIONS

BOUAKÉ : UN LABORATOIRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME VOIT LE JOUR

Un laboratoire de lutte contre le paludisme dénommé Centre pour l'évaluation des outils de lutte anti-vectorielle a été inauguré, le mardi 7 mai, à l'Institut Pierre Richet (IPR) de Bouaké (région du Gbêkè), en présence de plusieurs autorités dont le directeur de cabinet du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Pr. Koutélé Soro et le directeur de l'Institut national de la santé publique (INSP), Pr. Dinard Kouassi. Ce centre permettra de développer et évaluer de nouveaux produits insecticides qui pourraient être des alternatives aux outils conventionnels jusque-là utilisés pour lutter contre le paludisme. Car, selon les spécialistes, les vecteurs de la maladie développent de plus en plus une résistance aux insecticides utilisés habituellement dans l'imprégnation des moustiquaires à longue durée d'action et dans la pulvérisation intra-domiciliaire. Les travaux de recherche seront réalisés avec l'appui des partenaires en l'occurrence le consortium international de recherche sur la lutte contre les vecteurs et avec l'accord des industriels et l'OMS. ■

MARATHON : KIPCHOGE VEUT COURIR EN MOINS DE DEUX HEURES

Pour avoir échoué à passer sous la barre des deux heures à Monza (Italie) en 2017, le recordman mondial du marathon, le Kényan Eliud Kipchoge (2 heures 1 minute 39 secondes), va courir en octobre prochain pour tenter de réaliser l'exploit, celui de faire un chrono de 1 heure 59 minutes.

ANTHONY NIAMKE



Eliud Kipchoge veut briser la barrière des deux heures sur marathon.

L'Afrique et le monde de l'athlétisme retiennent leur souffle pour le challenge que s'est lancé l'un des monstres des pistes de marathon mondiales. L'athlète kényan Eliud Kipchoge, détenteur du record du monde officiel sur 42,195 kilomètres avec un temps de 2 heures 1 minute 39 secondes, réalisé le

16 septembre 2018 à Berlin (Allemagne), veut réaliser un exploit. Celui de parcourir la distance emblématique en moins de 2 heures. Le 6 mai 2017, le marathonien de 34 ans avait déjà tenté sa chance, sans succès, sur le circuit de Monza (Italie). Le Kényan est resté 26 secondes au-dessus des 1 heure 59 min 59 secondes visés. De

plus, son temps de 2 heures 25 secondes n'a pas été reconnu comme nouveau record du monde, car la course n'était pas conforme aux règles de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF).

Challenge Déjà, le 28 avril 2019 lors du marathon de Londres, Eliud Kipchoge a réalisé la deuxième performance de l'histoire de ce circuit, avec un temps de 2 heures 2 minutes 37 secondes. Pour le grand challenge qui l'attend, le coureur kényan s'est défilé de son sponsor Nike et a rejoint l'écurie Ineos du milliardaire britannique Jim Ratcliffe. « J'ai toujours dit que les gens ne connaissaient pas de limites. Je sais que je peux courir en moins de deux heures.

J'attends déjà avec impatience les mois de préparation qui s'annoncent », explique le marathonien. Ce sera sous l'appellation 1h59 Challenge que devrait s'axer la campagne de ce marathon historique, qui sera couru sans doute à Londres, selon la presse britannique. Un parcours où le kényan s'est imposé cinq fois (2015, 2016, 2017, 2018 et 2019). « Courir en moins de deux heures, cela marquerait l'histoire de l'humanité. Il ne s'agit pas de reconnaissance personnelle, mais de marquer l'histoire et de passer le message qu'il n'y a pas de limites pour l'homme », a lancé Eliud Kipchoge. ■

José Mourinho Sur le banc du PSG ?



Entraîner le Paris Saint-Germain, sera une première expérience pour Mourinho dans le championnat français.

The Special One, José Mourinho, pourrait bien sortir du chômage et retrouver la saison prochaine les pelouses vertes. Malgré sa dernière expérience ratée du côté de l'Angleterre, avec le club de Manchester United, sa réputation est toujours au beau fixe et il compte bien rebondir la saison prochaine, mais en terre française. Selon la presse sportive, l'entraîneur portugais aux deux Ligues des Champions intéresserait bien le Paris Saint-Germain (PSG)

et s'activerait en coulisses pour rejoindre le club de la capitale parisienne. Avec son élimination précoce en Ligue des Champions, sa défaite en finale de la Coupe de France et sa fin de saison cauchemardesque, malgré son titre de champion de France, l'entraîneur du PSG, l'Allemand Thomas Tuchel, pourrait bien rendre le tablier dès cet été et faire de la place à celui qui est pour réaliser le miracle : offrir sa toute première Ligue des Champions au PSG. ■

A. N.

CARTONS DE LA SEMAINE

Après sept bonnes années passées au purgatoire (Ligue 2), la formation d'Issia Wazy retrouve la Ligue 1 ivoirienne de football, grâce à sa victoire (2 - 1) contre l'Espérance de Bouaké, le dimanche 5 mai 2019. Le club de la région du Haut-Sassandra sera accompagné en Ligue 1 par celui de la commune d'Abobo, le Sol FC.

Le parquet russe a requis le 6 mai des peines de prison contre les internationaux Pavel Mamaev et Alexander Kokorine, pour des violences commises lors d'une virée alcoolisée à Moscou, en octobre dernier. Un an et cinq mois et un an et six mois respectivement. Ils comparaissent pour « coups et blessures » et « hooliganisme ».

SAHIN POLO : « J'AI ÉTÉ INSPIRÉ PAR FÉLIX HOUPHOUËT BOIGNY »

En 1990, des groupes de jeunes, sous les noms de « Gros bras » ou « Loubards », font la loi dans les rues d'Abidjan. Près de 30 ans après, l'un d'eux, Omer Kipré Sahin Polo a décidé de réaliser un film documentaire sur « Les enfants d'Houphouët ».

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTHONY NIAMKE



Sahin Polo est aujourd'hui l'un des ambassadeurs du mouvement Ziguehi et du Nouchi dans le monde.

Que devons comprendre par le titre de votre film, sorti depuis 2016 ?

Ce titre est inspiré de l'une de nos rencontres avec feu Félix Houphouët Boigny. Pour replacer les choses dans leur contexte, il nous a fait savoir qu'il ne souhaitait plus que nous soyons appelés « Loubards ».

Il nous appelait « mes enfants ». Cette phrase m'a marquée et a donné son titre à mon documentaire.

Où en êtes-vous au niveau de la diffusion ?

Le documentaire « Les enfants d'Houphouët » sera bientôt projeté dans les salles de cinéma « Canal Olympia » dans toute l'Afrique, ainsi que dans les salles Majestic en Côte d'Ivoire cette année. En ce moment, je suis en train de lancer la distribution du DVD en France et dans toute l'Europe. Il faut noter aussi que la version validée avec le Groupe Canal+ est d'une durée de 52 minutes et celle du DVD est de 1 heure 15

INFO PEOPLE

KIM KARDASHIAN VEUT DEVENIR AVOCATE



La star de télé-réalité américaine Kim Kardashian, a annoncé le dimanche 5 mai qu'elle était prête à mettre un terme à toutes ses activités pour se consacrer entièrement à son futur métier d'avocate. « Je passe plus de temps sur mes études de droit que sur le reste. C'est complètement fou, mais c'est amusant d'être entourée de gens intelligents qui veulent faire la même chose. Mon but serait, dans dix ans, d'arrêter d'être Kim K et de simplement me concentrer sur ce métier, être avocate et me battre pour des gens qui le méritent », a-t-elle confié. Kim avait annoncé il y a quelques semaines qu'elle suivait une formation de quatre ans pour entrer au Barreau en 2022.

INFO PEOPLE

AVENGERS : ROBERT DOWNEY JR AURAIT TOUCHÉ 75 MILLIONS



Alors que les fans se pressent dans les salles de cinéma pour voir le dernier volet de la saga « Avengers », le magazine américain Hollywood reporter a révélé le week-end dernier le cachet de certains acteurs. L'un se démarque, c'est Robert Downey Jr, alias Iron Man. Il aurait touché pour « Avengers : Infinity War », sorti en 2018, la somme de 75 millions de dollars, soit près de 37,5 milliards de francs CFA. Des chiffres à faire tourner la tête. Ce qui étonne c'est la différence conséquente avec ses collègues super-héros. Scarlett Johansson, alias Black Widow, aurait touché 20 millions de dollars. Chris Hemsworth, Thor, aurait reçu entre 15 et 20 millions, tout comme Chris Evans, Captain America.

minutes. Le film sera diffusé cette année sur les chaînes Canal+. Le documentaire a été dédié à la mémoire de la Directrice allemande de l'Institut Goethe d'Abidjan, Henrike Grohs, décédée dans les attentats perpétrés à Bassam en 2016, car elle fut la première personne à croire en mon projet.

Pensez-vous que ce film pourra donner une autre image du mouvement « Ziguehi » en Côte d'Ivoire ?

Il s'agit de montrer une autre facette. Je me base sur du factuel pour attirer l'attention sur la richesse culturelle apportée par ces jeunes. Outre le côté violent, toujours indexé, j'ai souhaité mettre en lumière les aspects culturels et identitaires de ces hommes et de ces femmes qui sont à l'origine d'une nouvelle identité ivoirienne.

Aujourd'hui, vous avez mis sur le marché une ligne de vêtements appelée « Nouchi 101 ». Est-ce une manière de faire la promotion de cet argot ivoirien ?

Oui, c'est même avec fierté que j'ai voulu faire la promotion de notre culture. Ces « caïds » ont créé ce langage codé, qui aujourd'hui est devenu universel, avec certaines expressions ou mots dans le dictionnaire Larousse. Comme le dit le slogan : « Au-delà d'une marque, c'est toute une histoire ». Chaque personne qui porte ces vêtements est un relais de transmission de l'histoire du Nouchi. ■

Journal d'Abidjan
l'Hebdo

Directeur de publication :
Ousmane DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélien DUPIN

Rédacteur en chef :
Ouakaltio OUATTARA

Sécrétaire Général :
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

Infographiste : Ferdia AGBATI

Service commercial :
Ismaël OUATTARA - Gisèle MAYIKANE

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci



MTN StandardPro

Gérez vos appels automatiquement

Serveur vocal interactif – Enregistrement des appels – Numéro virtuel

Vous souhaitez ne rater aucun appel ou opportunités d'affaires ? Plus besoin d'installations coûteuses ou d'acquérir de nouveaux équipements informatiques.

MTN **StandardPro** gère jusqu'à 30 appels entrants de manière simultanée, message d'accueil en plusieurs langues, transfert des appels, messagerie vocale, notification SMS et email, historique d'appels, personnalisation du menu de gestion des appels

selon le jour et l'heure, enregistrement des appels, et bien plus encore.

Grâce à une application installée sur votre téléphone et votre ordinateur, votre numéro professionnel vous suit partout, en Côte d'Ivoire comme à l'étranger.

Contactez-nous dès à présent pour un essai gratuit (21 00 00 00 /standardpro.mtn.ci)